



Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail

Beyond Macroeconomic Stability

Structural transformation and inclusive development

[Au-delà de la stabilité macroéconomique

Transformation structurelle et développement inclusif]

Sous la direction de Iyanatul Islam et David Kucera

Le contexte

La Grande Récession de 2008-09, qui a eu des effets dévastateurs sur la vie de millions de personnes, a aussi suscité l'espoir que l'on cesserait finalement de vouloir imposer un fardeau de mesures macroéconomiques restrictives au titre du consensus de Washington qui a dominé les années 1980 et 1990. Ces attentes ont à leur tour laissé anticiper un nouveau commencement, à savoir des politiques macroéconomiques et sectorielles visant à soutenir les efforts déployés pour mettre en place une transformation structurelle et un développement inclusif. Il est apparu que les politiques contracycliques qui ont été adoptées par des pays ayant une importance systémique dans le monde entier afin d'écartier une dépression mondiale en 2008-09, l'engagement renouvelé d'aider les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour 2015 au plus tard et l'approbation de l'Initiative pour un Socle de protection sociale par le système des Nations Unies en avril 2009 ont résolument exprimé la détermination de la communauté internationale à répondre aux aspirations essentielles du programme mondial pour le développement.

Malheureusement, tout indique que, du moins dans les domaines des politiques macroéconomiques et des politiques du marché du travail, un scénario du type «tout continue comme si de rien n'était» pourrait prévaloir. Les politiques contracycliques ont été brusquement abandonnées entre le dernier trimestre de 2009 et la fin du premier semestre de 2010 dans les économies avancées, au profit de l'austérité budgétaire. Le passage à l'assainissement budgétaire a été avalisé dans la déclaration de Toronto du sommet du G20 en juin 2010. Les dirigeants du G20 ont noté que les économies avancées s'étaient engagées à mettre en place des plans budgétaires qui auraient au moins pour effet de réduire de moitié les déficits pour 2013 et de stabiliser ou de réduire les ratios d'endettement public

par rapport au PIB pour 2016 au plus tard. La déclaration du G20 reposait sur l'hypothèse optimiste selon laquelle une reprise mondiale était bien engagée et un programme ambitieux de «réformes structurelles» couvrant à la fois les marchés du travail et les marchés de produits augmenterait significativement la production mondiale, créerait des millions d'emplois, maintiendrait la réduction de la pauvreté et réduirait considérablement les déséquilibres mondiaux. En outre, les banques centrales des pays avancés importants du point de vue systémique se sont lancées dans des politiques monétaires originales – couramment dénommées «assouplissement quantitatif» – pour neutraliser les éventuels effets de contraction de l'austérité budgétaire en sachant très bien qu'il s'agit d'une entreprise délicate lorsqu'une économie est prisonnière d'une «trappe à liquidité».

Dans le cas des pays en développement, c'est avec moins de fermeté que l'accent a été mis sur l'assainissement budgétaire. Néanmoins, les rapports mondiaux sur les OMD établis par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont rappelé la nécessité de demeurer vigilant en ce qui concerne la viabilité des finances publiques. Il existe des éléments d'information qui établissent la réalité d'importantes coupes dans les dépenses publiques dans les pays en développement.

Toutefois, la réaffirmation d'un scénario du type «tout continue comme si de rien n'était» fondé sur une combinaison d'assainissement budgétaire, de politique monétaire atypique et de réformes structurelles, surtout dans les pays avancés, a fait l'objet d'un examen empirique attentif par ceux qui critiquent cette stratégie. De sérieuses questions ont été posées concernant la crédibilité empirique des études faisant autorité qui semblaient, du moins pendant un certain temps, conférer une respectabilité intellectuelle à l'agenda de l'austérité budgétaire. Parallèlement, même les économistes favorables aux théories macroéconomiques classiques ont admis que l'assouplissement quantitatif n'avait pas été particulièrement efficace pour régler le problème de la trappe à liquidité.

L'argument peut-être le plus convaincant contre le maintien des choses en l'état est que le redressement économique a été bien plus lent que prévu; la zone euro et l'Union européenne en général demeurent engluées dans la stagnation et un chômage élevé; la reprise aux États-Unis a été timide. Des troubles politiques et sociaux considérables ont gravement affaibli les économies périphériques de la zone euro qui subissaient tout le poids de l'austérité budgétaire. En même temps, les préoccupations face au risque de défaut souverain lié au caractère durable de la dette auxquelles une large publicité a été donnée ont été limitées aux situations particulières des économies périphériques de la zone euro et ne se sont tout simplement pas concrétisées dans le cas des pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon, qui continuent de bénéficier de taux d'intérêt historiquement bas malgré des ratios élevés d'endettement par rapport au PIB.

L'apparente unité des pays du G20 affichée au sommet de Toronto commence aussi à se fissurer. Les économies émergentes du G20 ont fait part de leurs préoccupations concernant les retombées négatives sur leurs économies qui, selon ce qu'elles allèguent, sont déclenchées par les flux entrants de capitaux à court terme provoqués par l'assouplissement quantitatif. Il n'est pas certain que les efforts déployés par le G20 pour affirmer un engagement commun renouvelé en faveur des objectifs budgétaires définis au sommet de Toronto

aboutissent, principalement en raison de l'opposition des États-Unis, du Japon et de certaines économies émergentes. Le communiqué des ministres des Finances et des banques centrales du G20, publié au cours de 2013, mentionne simplement en termes généraux l'importance de la «durabilité budgétaire» pour les économies avancées et il ne contient pas de références à des objectifs spécifiques.

Les trois volets thématiques du volume

Compte tenu de ces questions non résolues qui se posent avec acuité et dominent les préoccupations politiques mondiales, le présent volume vise à dépasser la conceptualisation étroite de la stabilité économique dans le cadre classique et examine le lien entre la transformation structurelle et le développement inclusif. Tel qu'il est proposé, cet ouvrage se compose de trois volets thématiques distincts, mais liés entre eux. Le premier s'étend sur trois chapitres qui traitent des limites de la théorie macroéconomique classique. Le chapitre 2, rédigé par Iyanatul Islam, Ishraq Ahmed, Raquel Ramos et Rathin Roy, montre que les conseils de politique dispensés par le FMI aux pays en développement ne prennent pas en compte les particularités de chacun. Le chapitre 3, rédigé par Anis Chowdhury et Iyanatul Islam, expose une argumentation fondée sur des éléments de preuve qui s'oppose à l'assainissement budgétaire. Le chapitre 4, rédigé par Sarah Anwar et Iyanatul Islam, fait l'examen critique de la question de savoir si les pays en développement devraient ou non opter pour une inflation basse, à un chiffre, pour promouvoir la croissance et l'emploi. À la lumière de ces chapitres, les responsables de la publication font valoir que la difficulté est de trouver des solutions pour relier plus étroitement la théorie macroéconomique classique aux préoccupations en matière de transformation structurelle et de développement inclusif. Cela signifie ne pas se contenter de réitérer les vertus de la stabilité macroéconomique. Il faut un «double mandat» pour les responsables de la politique macroéconomique des pays en développement. Ce mandat met l'accent sur le rôle de ces responsables à un double titre: a) comme gardiens de la stabilité; b) comme agents du développement inclusif.

Le deuxième volet thématique englobe trois chapitres qui traitent du programme à long terme de transformation structurelle et du développement des capacités. Le chapitre 5, rédigé par David Kucera et Leanne Roncolato, expose une approche empirique pour déterminer les diverses sources de la transformation structurelle et l'applique aux données sectorielles concernant un grand nombre de pays. Les auteurs concluent que les changements affectant la productivité intrasectorielle et les effets intersectoriels définissent la relation entre l'emploi et la croissance de la productivité.

Le chapitre 6, rédigé par Irmgard Nübler et Christoph Ernst, développe la thèse selon laquelle l'investissement en infrastructures entraîne le développement de capacités, définies d'une manière large pour inclure l'accumulation, la diffusion et l'application de connaissances. Ces capacités, quant à elles, nourrissent le potentiel de transformation des pays en développement. Les auteurs illustrent leur thèse à l'aide d'éléments de preuve propres à tel ou tel projet ou à tel ou tel pays. Le chapitre 7, rédigé par Christina Behrendt, réinterprète la protection sociale du point de vue du développement inclusif et de la transformation structurelle. L'auteur compile des données communes aux différents pays et des données

d'expérience propres à tel ou tel pays pour illustrer le point de vue selon lequel des mesures de protection sociale bien conçues et bénéficiant d'un financement durable réduisent la pauvreté, renforcent les capacités et améliorent l'employabilité.

Le dernier volet thématique, qui s'étend sur deux chapitres, traite des questions très actuelles de l'inégalité, de la part relative des salaires et de leurs conséquences macroéconomiques. Les préoccupations actuelles concernant l'inégalité, tant mondiale que par pays, sont apparues à la suite de la Grande Récession de 2008-09. Le chapitre 8, rédigé par Massimiliano La Marca et Sangheon Lee, examine les tendances séculaires de la distribution fonctionnelle du revenu, en particulier la part relative des salaires, et étudie leurs éventuelles conséquences macroéconomiques en élaborant et en appliquant un modèle macroéconomique pour deux pays. La Marca et Lee montrent qu'il est possible que les pays se lancent dans des politiques de modération salariale contre-productives qui réduisent le bien-être global. Cela donne à penser qu'il est nécessaire d'élaborer une approche coordonnée des politiques salariales. Le chapitre 9, rédigé par David Kucera, Rossana Galli et Fares Al-Hussami, analyse le débat contemporain sur l'inégalité de revenu et vise à établir si celle-ci, conjuguée à la stagnation des revenus réels, est l'une des sources de la crise. Les auteurs concluent que la stagnation des revenus réels qui force les ménages à s'endetter pour survivre, plutôt que l'aspiration à se maintenir dans la classe moyenne, est la force essentielle qui explique l'endettement du secteur privé qui a alimenté la crise financière. Les auteurs notent que la triste situation de stagnation des revenus réels dans certaines des économies avancées est à mettre au compte de l'affaiblissement des institutions du marché du travail.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

